

N°620

du 12
JUILLET
2013



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 A son 89^{ème} Conseil
d'administration de la BOAD

**9,5 milliards Cfa
approuvés pour
ORAGROUP
et un projet
avicole au Togo**

P.3 Conférence de presse du ministre de l'Administration territoriale

Gilbert Bawara explique les termes du dernier compromis entre le Gouvernement, le CST et Arc-en-ciel

* L'accompagnement financier de l'Etat pour les campagnes est effectif depuis le week-end.

* Les 9 ex-députés de l'UFC auront 3 millions chacun, en plus des indemnités mensuelles comme s'ils n'étaient pas exclus.

* Le groupe des 5 ambassadeurs approuvent l'accord Gouvernement-Opposition

P.3

Pour Jean-Pierre Fabre
de l'ANC, membre du CST

**«Les camarades de la
Coalition Arc-en-ciel
ne font pas le poids»**



Gilbert Bawara, Ministre de l'Administration Territoriale

P.4

Projet de réhabilitation
des infrastructures

**Encore une semaine
pour la mise à prix du
pavage de la rue Malou**

LEGISLATIVES DU 25 JUILLET 2013/ ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

P.4 Dans le Tchaoudjo: **Gilchrist booste la campagne de l'UFC**

P.4 Dans le Vo: **Hédzégan remet ses doléances aux candidats UNIR**

P.5 Cap sur la Kozah: **Progressivement, la campagne électorale atteint la vitesse de croisière**

P.7 Dans le grand Nord: **Gros challenge pour l'UNIR dans la circonscription du Tône-Cinkansé**



moovSOS crédit

**En panne de crédit ?
Composez *222#**



moov
no limit

groupe
etisalat

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

Conférence de presse du ministre de l'Administration territoriale

Gilbert Bawara explique les termes du dernier compromis entre le Gouvernement, le CST et Arc-en-ciel

*** L'accompagnement financier de l'Etat pour les campagnes est effectif depuis le week-end.**

*** Les 9 ex-députés de l'UFC auront 3 millions chacun, en plus des indemnités mensuelles comme s'ils n'étaient pas exclus.**

Late Pater

La promotion du dialogue et de la concertation n'est pas une option pour le Gouvernement, c'est une nécessité républicaine qu'exige la démocratie. Le ministre de l'Administration territoriale, Gilbert Bawara, a tenu à le réitérer hier à l'occasion d'une conférence de presse en son cabinet. Et ce, au lendemain d'un compromis intervenu le 9 juillet dernier entre le Gouvernement, le Collectif Sauvons le Togo et la Coalition Arc-en-ciel, sur initiative de Mgr Nicodème Barrigah-Benissan, Evêque d'Atakpamé et Médiateur, et de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Togo, Robert Whitehead. « *Au titre des mesures d'apaisement, les parties ont abordé des sujets tels que la libération des personnes détenues dans le cadre de l'affaire des incendies des marchés de Kara et Lomé ; la levée des mesures de restriction à l'égard des responsables inculpés mais non détenus dans la même affaire ; la question des 9 députés de l'ANC. Pour ce qui est de l'amélioration du processus électoral, les parties prenantes ont échangé sur la recomposition de la CENI et de ses démembrements ; les mesures de sécurisation et de la transparence du processus électoral ; la question des listes de candidats invalidées ; la nomination et les prérogatives du Premier Ministre ; les réformes constitutionnelles et institutionnelles ; l'accès équitable aux médias d'Etat. Sur les mesures d'apaisement, les discussions ont permis de parvenir à des compromis en vue de la libération de certains détenus ; la levée des mesures de restriction pesant sur les inculpés non détenus ; le règlement définitif de la question des 9 députés de l'ANC ; la prorogation du délai de dépôt des candidatures. Concernant l'amélioration du processus électoral, les discussions ont permis de s'accorder sur l'élargissement des CELI et des bureaux de vote aux représentants de l'opposition ; la prorogation de la date du scrutin ; l'élargissement du comité de suivi du processus électoral pour y intégrer des représentants de l'opposition. En ce qui concerne la nomination et les prérogatives du Premier Ministre, les représentants du gouvernement ont assuré que le Président de la République, en sa qualité de garant de la Constitution, respectera celle-ci. Pour les autres réformes institutionnelles et constitutionnelles, les parties prenantes se sont accordées pour qu'elles fassent l'objet d'un débat plus large et plus approfondi », a précisé le communiqué rendu public le mardi soir.*

Et avec le ministre Gilbert

Bawara, on apprend que, sur la récurrente question des 9 ex-députés UFC, le « règlement définitif » s'entend que les concernés vont empocher, chacun, la bagatelle de trois millions de francs Cfa. A ceci viendra s'ajouter le calcul des indemnités mensuelles de député sur tout le temps qu'ils ont été écartés du travail parlementaire. Comme s'ils avaient toujours siégé régulièrement. Bon à préciser : ce calcul va concerner la fin officielle du mandat de l'actuelle législature, autrement dit à la prise de fonction des prochains 91 députés à élire le 25 juillet prochain. En fait, c'est ce dernier calcul des indemnités qu'attendaient les 9 ex-députés pour cesser de rabattre les oreilles avec cette revendication.

Plus est, il est acquis que l'Alliance nationale pour le changement pourra déployer des observateurs tant dans les Commissions électorales locales indépendantes (CELI) que dans les bureaux de vote. Des lieux consacrés pour un meilleur suivi des opérations de vote, selon



Gilbert Bawara, Ministre de l'Administration Territoriale

l'approche du Gouvernement. Quant au financement public promis pour la campagne électorale, il est effectif depuis le week-end dernier où pas moins de 300 millions ont été distribués entre les quatre tendances parlementaires (UNIR, ANC, CAR et UFC) et les différentes listes de candidats au scrutin du 25 juillet.

Autre bonne nouvelle : les trois

responsables du Collectif Sauvons le Togo incarcérés dans l'affaire des incendies des marchés et candidats aux élections législatives sont réellement libérés depuis hier jeudi et pourront librement battre campagne. Une campagne pour laquelle des consignes fermes sont données aux préfets qui doivent travailler avec les CELI pour combattre toute poche de troubles

empêchant les candidats de vendre leurs messages aux électeurs.

Pour le reste, le Gouvernement n'a pas dérobé à sa logique de prendre en compte les demandes de l'opposition : élargissement du Comité de suivi du processus électoral pour assurer une représentation adéquate de la Coalition Arc-en-ciel et du Collectif Sauvons le Togo et pour y intégrer un mécanisme de veille, prorogation des délais de dépôt des candidatures, prorogation de la date de clôture de la campagne électorale et, partant, réaménagement de la date des élections législatives. Même si, sur la question, les déclarations d'un leader du CST a semblé discréditer le pouvoir de Lomé. Par la voix de Gabriel Agbéyomé Kodjo et de Edem Atanti, la décision du Gouvernement à repousser les élections législatives au 25 juillet 2013 n'a pas connu de discussions préalables ni de consensus. Un son de cloche que n'a pas épousé la Coalition Arc-en-ciel, à travers sa Coordinatrice Brigitte Adjagbo-Johnson, pour qui « *le Gouvernement n'a fait qu'entériner les décisions que nous avons prises notamment en annonçant le report des élections de quatre*

jours. Concernant ce report, nous aurions bien aimé avoir bien plus que quatre jours, la question a été âprement discutée, mais le Gouvernement nous a expliqué qu'il a des contraintes et qu'il ne peut pas aller au-delà de ces quatre jours. Nous nous sommes mis d'accord pour le moment sur ce que nous pouvions obtenir (...) Je pense que ce dialogue nous a permis de nous asseoir effectivement comme nous le souhaitions et nous avons pris un certain nombre de décisions. Nous ne pouvons pas dire que nous sommes totalement satisfaits, sur ce qui s'est passé, mais vous savez, en politique, quand vous allez à une négociation, vous ne devez pas vous attendre à tout avoir ». La position de la Coalition a été saluée par le ministre Gilbert Bawara, pour avoir reflété la réalité de ce qui a été fait lors de ce round de dialogue. « *Ces concertations traduisent la volonté du Gouvernement de promouvoir un dialogue continu et permanent et son engagement à assurer la participation et la contribution de toutes les forces politiques à la gestion des affaires publiques* », a conclu M. Bawara.

Pour Jean-Pierre Fabre de l'ANC, membre du CST

« Les camarades de la Coalition Arc-en-ciel ne font pas le poids »

C'est l'expression de la toute suffisance du président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) qui se dégage à nouveau dans l'interview accordée à notre confrère burkinabé L'Observateur Paalga. L'ancien secrétaire général de l'Union des forces de changement (UFC) conforte ceux qui attestent que la politique est un jeu de duperie. « *En matière politique, la trahison est une donnée permanente. Nous avons dit à nos*

engranger les bénéfices. Nous n'avons pas voulu les laisser seuls face au régime parce qu'ils ne font pas le poids. C'est ça qui nous a convaincu de sauter le pas », a indiqué Jean-Pierre Fabre, évoquant le jeu qui a dû se faire entre les deux regroupements politiques de l'opposition et qui a abouti à l'échec prémédité des candidatures communes. « *Et lorsqu'il y a une partie qui décide d'aller aux élections (la Coalition*

campagne depuis longtemps. La campagne de Lomé, elle, est déjà faite ; ça fait trois ans que nous sommes en campagne dans la capitale (...) Nous n'avons pas attendu l'élection pour aller sur le terrain. J'ai fait une tournée nationale, au nord du pays, ça m'a pris deux semaines, plusieurs meetings par jour, on est allé dans les plus petits villages », se glorifie M. Fabre, tête de la liste CST dans le Grand Lomé pour les législatives



Jean-Pierre Fabre (CST)

camarades de la Coalition Arc-en-ciel de garder par-devers eux leurs dossiers pour continuer la pression parce que les élections ne peuvent pas se tenir sans nous. Ils ne nous ont pas suivis. Ils se sont peut-être dit que tel qu'ils connaissent Jean-Pierre Fabre, il n'irait pas aux urnes et ils se seraient retrouvés seuls face au pouvoir pour



Brigitte Adjagbo-Johnson (Arc-en-ciel)

Arc-en-ciel, nldr) et qui met à mal la stratégie de la pression, la deuxième partie est obligée de suivre ».

Pour le reste, le leader du Collectif Sauvons le Togo (CST) et ses amis traînent toujours le pas pour entrer en campagne. Peut-être, certains que le travail avait été déjà fait. « *...nous sommes en*

Le groupe des 5 ambassadeurs approuvent l'accord Gouvernement-Opposition



Patrick Spirlet, Chef de la Délégation de l'U.E. au Togo

Les Chefs de missions de l'Union européenne, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, des Etats-Unis d'Amérique ainsi que la Coordinatrice résidente du système des Nations Unies accrédités au Togo se félicitent des résultats très importants du dialogue entre le Collectif « Sauvons le Togo » (CST), la Coalition « Arc-en-ciel » et le Gouvernement, grâce à l'esprit de compromis dont toutes les parties ont fait preuve selon le communiqué conjoint publié le 09 juillet 2013. Ils

félicitent Mgr Nicodème Barrigah pour son importante contribution au dialogue.

La mise en œuvre des mesures convenues constitue une bonne base pour des élections crédibles, transparentes et apaisées en vue des futures réformes politiques au Togo.

Les Chefs de missions encouragent l'ensemble des parties prenantes du processus électoral à tout faire pour renforcer cette dynamique positive.

Projet de réhabilitation des infrastructures

Encore une semaine pour la mise à prix du pavage de la rue Malou

Jean Afolabi

Le jeudi 18 juillet 2013, en fin d'après-midi, l'Agence d'exécution des travaux urbains (AGETUR Togo), exerçant comme maître d'ouvrage délégué du Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (Purise), aura bouclé l'offre de recrutement d'un bureau d'études pour l'élaboration des



Un des collecteurs en construction

études techniques, la surveillance et le contrôle des travaux d'aménagement et de pavage de la rue 195 AGP dite rue Malou. D'après l'Agetur, la mission consistera, dans un délai de 3 mois, à réaliser des études techniques, notamment faire l'expertise du système de drainage des eaux pluviales constitué des collecteurs

venant des bassins de rétention d'eaux pluviales «Kagbara» et de «Adébayer» afin d'y localiser le goulot d'étranglement entraînant les inondations en période de pluies, produire une étude technique détaillée assortie d'un dossier d'appel d'offres (DAO) pour les travaux de pavage de la rue 195 (rue Malou). Par après, 11 autres mois seront consacrés à assurer le contrôle et la surveillance des

travaux, à compter de l'ordre de démarrage des travaux, afin qu'ils soient exécutés en conformité avec les cahiers des charges.

Les travaux s'exécuteront sur 1 700 mètres, entre l'avenue de Pya et l'avenue de la Lonato (ex rue des Tecks), en deux chaussées de 2 fois x 3,5 mètres. Avec des trottoirs de 2 mètres au moins de chaque

côté, munis de deux versants à 2,3 à 3%. Le terre-plein sera bâti sur l'actuel collecteur, et l'option est faite de caniveaux de type rectangulaire.

L'on ne cessera de le répéter, pour les critères de choix, l'accent est particulièrement mis sur l'expérience du consultant en la matière, et sur la disponibilité du personnel permanent dans le domaine de la mission (ingénieur génie civil comme chef de mission, ingénieur hydraulicien, topographe projeteur, technicien de laboratoire, contrôleurs de travaux). D'après le maître d'ouvrage délégué, il est, dans tous les cas, clair que les consultants disposant de l'expérience et des compétences requises en rapport avec la nature de la mission seront évalués et comparés, et le consultant le plus qualifié et expérimenté sera sélectionné suivant la méthode de «Qualification de Consultant (QC)» telle que décrite dans les Directives pour la sélection et l'Emploi de Consultants de la Banque mondiale, version révisée de janvier 2011, section 3. Les consultants ont la latitude de s'associer avec d'autres consultants sous forme de groupement de firmes ou d'un accord de sous-traitance en vue d'un renforcement de leurs qualifications.

A son 89ème Conseil d'administration de la BOAD

9,5 milliards Cfa approuvés pour ORAGROUP et un projet avicole au Togo

Le 26 juin dernier, lors de sa 89^{ème} session ordinaire tenue à Dakar, au Sénégal, le Conseil d'administration de la Banque ouest africaine de développement (Boad) approuvé de nouveaux financements d'un total de 87,322 milliards de francs Cfa pour 11 projets dans des pays membres, dont 9,500 milliards de francs pour le compte de deux projets au Togo. L'une des approbations est une proposition de garantie partielle de l'emprunt obligataire d'un montant 15,000 milliards de francs lancé par "ORAGROUP 6,75% 2013-2019". L'opération a pour objet la garantie partielle par la Banque ouest africaine de développement de l'emprunt obligataire d'ORAGROUP, holding du Groupe ORABANK, à hauteur de 6,500 milliards, précise un communiqué de la Boad. Les autres garants pressentis sont le Fonds de Solidarité Africain (FSA) à hauteur de 4,500 milliards et le GARI à hauteur de 4,000 milliards de francs. En rappel, le groupe ORABANK siège dans la capitale togolaise.

La seconde proposition approuvée est un prêt d'un montant de 3,000 milliards pour le financement partiel d'un projet d'implantation d'une ferme moderne d'élevage de poussins ponte par la

Société Agricole VINOLIA (SAV) SA à Agbélouvé, à une soixantaine de kilomètres au nord de Lomé. Le projet a pour objet l'implantation d'une ferme moderne d'élevage de poussins ponte, dotée d'une fabrique d'aliments de volaille, d'un couvoir et d'un abattoir, explique la Boad.

22,600 milliards du projet d'aménagement et de bitumage de la route Goudel-Tondibiah-RN1W et du boulevard Askia Mohamed à Niamey, au Niger. Le premier est long de 13,650 kilomètres et le second de 3 500 mètres.

La Banque a également pris des participations au capital social de la



Christian Adovelande, Président de la BOAD

D'autres projets majeurs concernent la construction de l'aéroport international de Ougadougou-Donsin, au Burkina Faso, partiellement financé par la Boad à hauteur de 25,000 milliards, et dont le site est situé à 35 km au nord de Ouagadougou en remplacement de l'actuel aéroport international de Ouagadougou. Ou encore le financement partiel à

Banque de l'Union en Côte d'Ivoire (BDU-Côte d'Ivoire) porté à 20% du capital, et de celui de Coris Bank International (CBI SA) porté à 7,11%. Ces nouveaux engagements portent à 2 620, 634 milliards de francs le montant global des financements à moyen et long termes depuis l'origine de la Banque, correspondant à 670 projets.

LEGISLATIVES DU 25 JUILLET 2013/ ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Dans le Tchaoudjo

Gilchrist booste la campagne de l'UFC

Alors que la campagne de l'Union des Forces de Changement (Ufc) était encore à ses balbutiements dans la préfecture de Tchaoudjo, l'arrivée de Gilchrist Olympio, le président national du parti, mercredi à Sokodé, devrait donner un coup d'accélérateur au parti engagé dans la conquête des trois sièges que



dispose cette préfecture. Et le président fédéral de l'UFC Tchaoudjo, Banna Tchamola, ne pensait pas si bien le dire au moment de souhaiter la bienvenue au président. «Notre fédération attendait ce moment. Nous le savons tous, un père doit venir en soutien à son fils qui est engagé dans une bataille. C'est pourquoi votre présence nous réjouit tous», a assuré M. Tchamola

Mais bien plus, c'est la volonté politique du leader de l'UFC que les responsables de la fédération de Tchaoudjo mettent en avant. Une volonté politique qui a permis au Togo de renouer avec le développement

à travers la reprise de la coopération avec les partenaires internationaux. «Vous défendez une cause juste et noble, celle du développement de notre pays. Et les résultats aujourd'hui vous donnent raison. Car, grâce à la volonté politique courageuse qui vous a animé, vous avez réussi à faire participer notre

parti au gouvernement et la paix sociale est revenue», a-t-il précisé. Pour Gilchrist Olympio, la préfecture de Tchaoudjo a toujours servi le camp de la liberté et ce n'est qu'un juste retour des choses si les dirigeants de l'UFC du milieu ont accepté continuer la lutte, malgré les voix dissonantes qui ont fait jour quant il s'est agi de faire le choix de la paix et du développement.

Mais pour aller dans le fond des engagements tant sur le plan institutionnel, économique et social, l'Union des Forces de Changement a besoin d'avoir une majorité à l'assemblée nationale. Et Gilchrist veut

compter sur les trois candidats de la préfecture pour rafler les sièges disponibles. «Nous avons des dossiers importants sur lesquels nous allons travailler dans les mois à venir. Le Togo veut des réformes institutionnelles et constitutionnelles, et nous sommes prêts pour les aborder dans l'amitié et dans la sincérité pour qu'il n'y ait plus de problèmes dans ce pays». Pour Gilchrist Olympio, les populations doivent avoir en tête un seul objectif : construire le Togo par le travail dans l'unité. «Nous avons le droit de construire notre pays dans la paix et dans la sincérité. Nous ne voulons plus des luttes sans fin. Notre objectif est de faire en sorte que nos populations disposent de plus d'écoles, d'hôpitaux, de routes pour le développement. Le potentiel existe, c'est à nous de l'exploiter».

D'ailleurs, il trouve un écho favorable chez les responsables fédéraux qui assurent qu'ils s'attèlent à ce que leur parti fasse «un score honorable» afin «d'opérer les réformes institutionnelles et constitutionnelles et d'accéder à la gestion du pouvoir». Les candidats Bakalawa Fofana, Kpeki Touhtou, Ouro-Koura Guefe, Tchakoli Tovonou-Tondou, Tchadre Soulemane et Bouraima Zerifou peuvent tranquillement continuer la conquête des voix à travers tout le Tchaoudjo.

Dans le Vo

Hédzégan remet ses doléances aux candidats UNIR

Parti pour être informelle, la visite de prise de contact entre le candidat Kodjo Menan la liste Union pour la République (UNIR, parti présidentiel) dans la circonscription électorale de Vo et ses frères et sœurs de Hédzégan s'est vite

mots ont été placés dans une parfaite cordialité. Naturellement, le candidat a appelé à faire le bon choix, le «voter UNIR», pour le bonheur des fils d'une préfecture qui ne manque pas de ressources. Hédzégan en a profité pour

vu la taille croissante de la population, et à l'emploi des jeunes. Surtout que, à part les travaux des champs, il n'y a plus rien à faire à Hédzégan vite plongé dans le noir total dès la disparition des derniers rayons du soleil. « Nous avons



Kodjo Menan, Candidat Unir dans le Vo

transformée en meeting électoral le mercredi passé. Sur initiative de la population, au son des danses folkloriques et de tout le bruit nécessaire pour la circonstance, les

exprimer ses attentes qui se résument à l'électricité, aux routes pour désenclaver le village, à des bâtiments scolaires dignes du nom, aux centres de santé modernes,

même une partie des fonds, il nous faut juste une aide qui nous propulse », a lâché l'un des jeunes

suite à la page 5

LEGISLATIVES DU 25 JUILLET 2013/ ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Cap sur la Kozah

Progressivement, la campagne électorale atteint la vitesse de croisière

* **Seule la Coalition Arc-en-ciel n'est pas encore dans l'arène.**

Lancée officiellement le 6 juillet dernier, la campagne électorale commence par battre son plein dans la Kozah, après quelques jours de timidité sur le terrain due essentiellement aux discussions entre pouvoir et opposition ayant abouti finalement au report du scrutin sur le 25 juillet, au lieu de 21 précédemment fixé.

Si la **coalition Arc-en-ciel** a traîné le pas pour rentrer dans l'arène en guettant l'issue de l'accord des acteurs politiques, les autres partis essaient tant bien que mal de sillonner les cantons de la Kozah à la recherche de l'électorat. Pour preuve, les cantons de Landa, Lassa Elimdè, Kpenzindè, Awandjélo, Atchangbadè, Djandè et Lama-Bas sont visités mercredi par les candidats de l'**Union des Forces de Changement (UFC)**, avec comme tête de liste Awidoya Badanada. Même si aux premières heures de cette campagne, la lenteur a pris l'ascendance, tout commence par rentrer dans l'ordre.

«Au début, la campagne était un peu timide étant donné que la population était alertée d'un probable report des élections. Mais ces derniers temps, il y a une certaine dissipation du doute au niveau de la masse », a déclaré Awidoya Badanada, tête de liste UFC dans la Kozah. En attendant l'arrivée du président national du parti de Détià, Gilchrist Olympio, attendu ce vendredi 12 juillet à 9h à la gare routière de Kara, ces lieutenants dans la zone visitent tous les 15 cantons dans une ambiance festive, en livrant le message d'alternance dans la paix et du développement.

«Nous avons toujours propagé l'apaisement et le changement, le changement au sens propre du terme. Le changement suppose le changement sur tous les plans.



Les candidats UNIR dans la Kozah

Nous avons surtout expliqué à travers nos sensibilisations dans les cantons et quartiers de la ville, le bienfait qui résulterait de ce changement. Et cela dépend de notre accession au contrôle des institutions de l'Etat », a expliqué Awidoya Badanada.

Aussi, du côté de l'**Union pour la République (UNIR)**, n'est-il pas question de traîner le pas. Le parti présidentiel s'est jeté dans la danse dès le coup de sifflet, en organisant des rencontres avec les populations des 15 cantons que compte la Kozah. Mercredi, la première partie de campagne du parti a connu son apothéose au Palais des congrès de Kara où une foule immense a accueilli les candidats, avec à leur tête Batana Essowè. Une mobilisation de taille qui a connu la présence aussi bien des cadres du milieu que des personnalités venus soutenir les candidats en lisse. Tous étaient vêtus ou munis de gadgets à l'effigie du parti. La ville a bougé ; ce qui met fin au constat qui fait dire que la campagne n'est pas encore rentrée dans sa phase active, surtout dans la ville.

Tout en comptant faire également le porte-à-porte, le militant Walla Koffi, président du comité de gestion des élections du

parti dans la Kozah, donne les raisons de voter UNIR : « lorsque le président Faure a créé le parti UNIR, il avait une ambition : faire du Togo un pays émergent. Mais pour le faire, il faut rassembler encore plus large. C'est pour cette raison qu'il a rassemblé non seulement les membres du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), mais toutes les bonnes volontés. Ce parti est fondamentalement différent de ce que nous avons connu comme parti traditionnel, car il y a beaucoup d'innovations. Les mouvements des jeunes s'occuperont non seulement de la politique, mais également de la formation des militants et surtout le développement local et participatif ».

Au demeurant, la **Convergence Patriotique Panafricaine (CPP)** a tenté de tenir un meeting dans l'après-midi d'hier jeudi, mais la pluie n'a pas dit son dernier mot. Tout compte fait, une rencontre a eu lieu.

En prélude à cette phase effervescente de la campagne électorale, une cérémonie a eu lieu à la préfecture de la Kozah où le colonel Bakali, préfet de la localité, a remis officiellement les urnes à Letaaba Bèhèma,

président de la Commission électorale locale indépendante de la Kozah. En effet, Doufelgou, Kéran, Assoli, Binah, Bassar et Guérinkouka prendront le reste des 2000 urnes après en avoir déduit près de 400 pour la Kozah, urnes en provenance du Niger qui, dans le cadre de la coopération qui existe entre ce pays sahélien et le Togo, les a prêtées pour compléter celles dont le Togo dispose, mais en nombre insuffisant.

«La cérémonie symbolique à laquelle nous venons d'assister traduit les rapports de coopération entre les pays de la sous région ouest-africaine. Les 2000 urnes que nous venons de réceptionner proviennent du Niger qui les a prêtées à la CENI du Togo dans le cadre des élections législatives à venir. Il en est de même lors de la cérémonie de Dapaong où nous avons réceptionné auprès du Burkina Faso, 2000 urnes également », a déclaré Kolani Kinam Lardja Henri, président de la sous commission du matériel et de la logistique de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Selon lui, «ces urnes sont compatibles avec les scellés que nous avons pour l'ensemble du territoire national ». C'est donc une cérémonie qui vient dissiper un peu la crainte et le doute dans les esprits. Car, la CELI-Kozah n'étant pas encore fin prête matériellement pour le scrutin du 21 juillet, son président a accueilli favorablement cette nouvelle de report des élections au 25 juillet. «La CELI-Kozah n'est pas encore prête parce que nous n'avons pas encore tout le matériel pour le scrutin. Nous venons de réceptionner les urnes. Il y a encore les autres parties du matériel qui ne sont pas encore arrivées », a déclaré Letaaba



Une caravane de l'UFC dans la Kozah

Bèhèma, président de la Commission électorale locale indépendante de la Kozah (CELI-Kozah). «Il faut également qu'on forme les membres des bureaux de vote pour leur dire exactement ce qu'ils doivent faire le jour du scrutin», a-t-il précisé en ajoutant que les lieux de formation de ces

membres étant déjà fixés, il reste à mettre à la disposition de la CELI-Kozah, les moyens pour que cela soit effectif.

En rappel, les formations politiques en lisse dans la Kozah sont Arc-en-ciel, l'Alliance, le NET, l'UNIR, l'UFC et la CPP.

moovréseau
Nous sommes désormais dans votre localité !

☒ **Moov s'étend dans votre localité :**
 Klologo, Kpome, Wogba, Dalave, Taklave, Wagba, Aloko, Amouoblo, Aventionou, Ayome, Danyipeyeme, Davie, Gapetogodoe

groupe
etisalat

www.moov.tg Service client : 7777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

Dans le Vo

Hédzégan remet ses doléances aux candidats UNIR

suite de la page 4

du village, parlant de l'accès à l'électricité. Tout en reconnaissant que quelque a commencé par se faire par le pouvoir en place.

En face, l'un des candidats UNIR, Kodjo Menan, n'a pas voulu faire de la surenchère et de la démagogie. Pas de promesse juste pour plaire, il faut réclamer des voix pour des actes concrets, selon la consigne du parti. Aussi le 3^{ème} inscrit sur la liste UNIR dans le Vo a-t-il insisté qu'il ne revient pas au député de régler les problèmes, ne disposant pas d'un budget pour cette fin. Celui-ci ne peut que se résumer à faire des propositions de loi pour, spécialement pour la préfecture, faciliter la disponibilité

des engrais au bénéfice des paysans, aborder et résoudre le problème de l'emploi des jeunes. Un sujet dont il s'est réjoui d'avoir comme colistière la ministre en charge de l'emploi des jeunes, Tomégah Sidémého Djidudu. « L'élu a le pouvoir de diriger l'action du Gouvernement envers les populations ».

La parole est donnée que Hédzégan ne sera point oublié dans le bénéfice des équipements publics de qualité (électricité, eau et assainissement, écoles, dispensaires, équipements sociaux et sportifs, marchés), à l'instar des populations vivant à proximité des zones minières. Lesquels équipements sont le fruit des

redevances des exploitants. Exemples récents du projet d'électrification des villages comme Gapé, Agoégan, Nyita, Afagnan, Zéglé, Kpomé etc., du marché d'Akoumapé, d'un centre de santé à Goumoukopé, de la modernisation d'écoles à Dzogblakopé, Dzogblakopé et Nyita, de la mise en service de blocs pédagogiques et administratifs aux lycées d'Akoumapé et de Hahotoé, de l'extension du réseau d'éclairage public à Hahotoé, Kpomé, Dagbati et Nyita.

Il faut rappeler que la caravane UNIR a déjà parcouru plusieurs cantons comme Akoumapé, Dagbati, Massékopé, etc, où la

vision de nouveauté du parti a été exposé : « nous sommes une nouvelle tête animée de cette vision de travailler pour le développement de notre préfecture. Il faudra que nous soyons ensemble et unis. Et ce n'est qu'à travers vous, que nous pouvons travailler pour le bonheur de la préfecture ». En réalité, pour la délégation, il s'agit de parachever un travail entamé il y a des mois. Une équipe des cadres de la préfecture ayant sillonné, dans un passé récent, des villages où des bâtiments scolaires (avec des tables et bancs) ont été inaugurés et les populations sensibilisées sur les élections législatives et locales.

Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC
 Siège: Wuiti - Nkafu
 Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28
 e-mail: patrie006@yahoo.fr
 Casier N° 60 / M.P.
 Imprimerie: St Laurent
 Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
HugueEric JOHNSON
 Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI
 Rédaction
Sylvestre D. Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA
 Service photographie
Roland OGOUNDE
 Dessin-Caricature
LAWSON Laté
 Graphisme
BOGLA G.

LEGISLATIVES DU 25 JUILLET 2013/ ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Dans le grand Nord

Gros challenge pour l'UNIR dans la circonscription du Tône-Cinkansé.

En 2007, le parti au pouvoir le RPT y prenait haut la main les 3 sièges, mettant en débâcle totale et sans surprise l'UFC qui se croyait, au regard des filiations de Gilchrist Olympio, en position de lui damer quelque peu le pion.

Presque six ans, plus tard, la donne a changé. Disparition du RPT mais aussi disparition des barons ayant soutenu le pouvoir naissant de Faure Gnassingbé, un pouvoir cette fois-ci porté par des jeunes, qui, un an, après la fondation d'UNIR, veulent relever le défi d'enlever 4 sièges dans un scrutin de liste à un seul tour.

Il revient au ministre Bissoune Nabagou, chargé de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hydraulique villageoise, tête de liste du parti de la majorité



présidentielle dans la circonscription, de relever le défi. Cet ingénieur agro-économiste, natif de la région est bien connu de la région. Tième Bolidja, un ingénieur-électricien à la CEET, Malé Kayaba, inspecteur de l'enseignement et Mme Kpakpabia Azourma, seule femme de cette



liste, gestionnaire-comptable à la retraite, le suivent pour confirmer l'ancrage de cette région au parti au pouvoir. Il s'agit donc de cadres qui ont une certaine idée du développement local.

L'équipe préfectorale d'UNIR a entrepris un travail de maillage du territoire depuis plusieurs mois déjà



et n'a donc aucun problème pour convaincre.

Au siège du parti situé à Boumonga, dans la ville de Dapaong, le point focal, Liyoke Djamer, qui assure la permanence du siège pendant la campagne, décline les forces de la section préfectorale du parti présidentiel. «UNIR est présent dans tous les quartiers de la circonscription (Tône-Cinkansé). Contrairement à ce qu'on pense, nous n'avons pas repris le fonds de commerce du RPT, c'est une nouvelle donne. On n'a laissé la chance aux jeunes de travailler, de diriger le parti, il s'agit radicalement d'une rupture avec le passé, d'une nouvelle façon de faire la politique», affirme cet enseignant au lycée.

«Les candidats ont été choisis par la base suivant des critères acceptés par tous, ont une assise sociale incontestable et sont proches des jeunes», ajoute M. Likoye.

«Notre discours n'a pas varié, même s'il très localisé, compte tenu



de la géographie du milieu», soutient-il. La région est considérée comme la plus pauvre du Togo. «Nous ne faisons pas de promesse démagogique.

Discours d'apaisement, relance économique, développement local, actions sociales pour les zones défavorisées, de l'eau potable, des centres de santé, des bâtiments scolaires. Notre discours est assez clair, concret».

Quid alors de l'ébullition sociale qui a frappé la région pendant les manifestations scolaires, ayant donné lieu à deux morts d'adolescents? Cela ne risque-t-il pas d'entacher la campagne d'UNIR?

Les responsables balaient cette inquiétude d'un revers de la main. «Il s'agit principalement de revendications sociales légitimes, mais instrumentalisées par nos adversaires politiques, qui veulent surfer sur des mécontentements. Tout est rentré dans l'ordre après le discours du chef de l'Etat et les efforts du gouvernement. Nous

avons peut-être des adversaires, mais ce sont des nains !», soutient un autre cadre du parti.

Comment mène-t-on une campagne de scrutin de liste? On a beau changé de scrutin, les stratégies locales d'UNIR gardent la même mentalité et la même stratégie comme s'il s'agit d'un scrutin uninominal. Déjà présent sur le terrain par d'innombrables actions sociales, l'UNIR est entré en campagne lundi dernier, ...au moment les concurrents ont le regard tourné vers Lomé pour recevoir des ordres.

«Nous avons divisé la circonscription électorale en quatre sous-circonscriptions. Lundi, nous avons d'abord lancé la campagne lundi et mardi dans 4 circonscriptions, puis depuis mercredi, chaque candidat bat campagne dans sa circonscription», assure Likoye Djamer.

Ainsi, lundi matin, la campagne a été lancée dans le canton de Kounientéré, puis l'après-midi dans celui de Kantindé; mardi matin dans celui de Timbou, dans le Cinkansé, puis l'après-midi à Naki-Ouest, dans le Tône.

L'UNIR dans le Tône-Cinkansé est confiant de sa victoire finale. Sa seule crainte, c'est la pluviométrie, le ciel n'est pas tendre pendant ce mois de juillet. Si lundi et mardi, il a été clément pour les organisateurs, mercredi, il a plu des cordes.

Unir fait la cour aux électeurs dans l'Ogou et dans l'Anié

Pour la poursuite des actions du chef de l'Etat

L'effervescence était visible chez les populations et les invités présents aux premières sorties des candidats du parti Union pour la République dans la circonscription électorale d'Ogou-Anié. Que ce soit à Ountivou, Akparé ou Agbodrafo, ils ont été accueillis par des milliers de militants et sympathisants venus écouter les promesses de campagne de leur parti.

Quand il prend la parole, Me Yacoubou Hamadou évoque d'abord l'attachement de son parti et du chef de l'Etat à la préfecture de l'Ogou: «Unir vous demande de lui accorder vos voix pour marquer l'importance que le chef de l'Etat attache à votre préfecture, à la paix et aux problèmes du monde rural dans notre nouvelle dynamique pour mettre notre pays sur la voie de l'émergence» déclare-t-il. A chaque rencontre les candidats UNIR ont épluché leur programme de société pour les cinq prochaines années et présenter la vision du

président de la République. Ainsi, au plan politique, ils ont promis la poursuite des réformes constitutionnelles et institutionnelles, l'émergence d'une vraie stratégie en faveur de l'agriculture, le renforcement de la bonne gouvernance et l'intensification de la lutte contre la corruption. «UNIR est un parti de développement, de progrès, de stabilité, d'inclusion sociale et économique.» renchérit Mr Yaovi Amétodji, deuxième candidat titulaire de la liste Unir d'Ogou-Anié.

Sur le plan social, ils ont annoncé entre autres, l'amélioration du cadre de vie des populations rurales avec l'intensification des programmes d'accès à l'eau potable et l'électrification, ainsi qu'une utilisation optimale des sources d'énergies alternatives. Dans le programme de société de ce parti, les femmes et les jeunes occupent une fois de plus une place de choix. Même s'il s'agit des

promesses déjà connues, les candidats ont voulu les présenter aux populations. Aussi, sera-t-il question pour les futurs députés UNIR de cette circonscription de plaider pour le renforcement de l'éducation en facilitant l'accès à l'éducation de base, pour la formation des jeunes en vue d'en faire des citoyens prêts à relever le défi de l'emploi ou à accéder à l'enseignement supérieur. «UNIR compte sur vous pour traduire les grandes réalisations du chef de l'Etat en grandes réussites» a lancé Mr Yaovi Amétodji aux populations.

La prochaine étape de la campagne du parti UNIR prévoit des réunions sectorielles et des retrouvailles en apothéose à Anié et à Atakpamé. Deux villes souvent partagées entre le pouvoir et l'opposition qui ont besoin d'être courtisées et conquises.

Besoins de liquidités des banques togolaises

La Banque centrale injecte 76 milliards cette semaine

Afin de satisfaire les besoins de la clientèle, les banques togolaises s'adjudgent le mardi 9 juillet 2013 le montant de 76,000 milliards de francs Cfa suite à un appel d'offres de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) dans le cadre de ses opérations hebdomadaires. L'opération arrive à échéance le 15 juillet 2013 avec un total de 673,451 milliards de francs pour l'ensemble des huit pays de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa). Le taux marginal et le taux moyen pondéré sont ressortis respectivement à 2,7510% et 2,7948%.

L'opération a enregistré la

participation de quarante établissements de crédit provenant des huit places de l'Union. Les établissements de crédit du Burkina Faso s'adjudgent la plus grosse part avec 155,800 milliards. Ils sont suivis par ceux du Bénin et du Sénégal avec respectivement 126,550 milliards et 97,130 milliards. Sont arrivées ensuite les banques du Mali avec 88,300 milliards et de la Côte d'Ivoire avec 80,671 milliards. Les établissements du Niger et de la Guinée-Bissau ferment la boucle avec respectivement 42,500 milliards et 6,500 milliards.

Au cours du mois de mai 2013,

la moyenne des soumissions hebdomadaires, sur le marché des adjudications, est ressortie à 641,6 milliards, en progression de 43,4 milliards, par rapport au mois d'avril 2013. Le taux moyen pondéré, sur le guichet hebdomadaire, a augmenté de 2 points de base pour s'établir à 2,82%. Sur le guichet mensuel, le montant mis en adjudication a été maintenu stable, à 450 milliards, au cours du mois sous revue. Le taux moyen pondéré est ressorti à 2,87%, en baisse de 2 points de base par rapport à la précédente adjudication.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1172 DE LOTO BENZ DU 03 JUILLET 2013

Bienvenue à toutes et à tous à ce tirage de Loto Benz qui porte, ce mercredi 10 Juillet 2013, le N°1173.

C'est à BADOU, KPALIME et LOME que des gagnants de gros lots ont été répetoriés lors du dernier tirage de Loto Benz.

Ainsi, les opérateurs 2130 et 7204 basés à BADOU et KPALIME ont recensé respectivement un lot de 500.000F CFA et un gros lot de 1000.000F CFA

L'essentiel de gros lots a été gagné à LOME, où nous avons enregistré trois lots de 500.000F CFA et deux lots de 750.000F CFA, auprès des opérateurs 8500, 7676, 5818, 5005 et 3154.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1173 de LOTO BENZ du mercredi 10 JUILLET 2013

Numéro de base

37

73

51

14

10